

Fraternité

Saint-Denis, le 11 septembre 2020

# Arrêté préfectoral n° 2020 - 2869/CAB/ BPA prescrivant les mesures générales nécessaires pour limiter la circulation du virus Covid-19 dans le département de La Réunion

## Le Préfet de La Réunion Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3136-1;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire;

Vu le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, notamment ses articles 1er, 3, 4, 15 et 50;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 mai 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé de La Réunion en date du 8 septembre 2020 préconisant une adaptation des mesures de police administrative à l'évolution sanitaire du département de La Réunion;

Vu la consultation des maires du département de La Réunion en date du 8 septembre 2020 sur l'adaptation desdites mesures sur le territoire ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental; que par suite, il est nécessaire de prévenir tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation, propices à la circulation du virus ;

Considérant que les dispositions du II de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 juillet 2020 susvisé habilitent le préfet de département à rendre obligatoire le port du masque, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent;

Considérant qu'aux termes de l'article 3 du décret du 10 juillet 2020 susvisé le préfet de département est habilité à interdire ou à restreindre, par des mesures réglementaires ou individuelles, les rassemblements, réunions ou activités auxquels la déclaration mentionnée au II n'est pas applicable lorsque les circonstances locales l'exigent;

Considérant qu'aux termes de l'article 15 du décret du 10 juillet 2020 susvisé, le port du masque est obligatoire dans les transports publics de voyageurs dont notamment les transports scolaires ;

Considérant que le décret du 10 juillet 2020 susvisé prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, précise qu'afin de ralentir la propagation du virus, les mesures d'hygiène définies en annexe I du décret susvisé et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrière, définies au niveau national, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance ;

Considérant que, dans son avis du 27 juillet 2020, le Conseil scientifique Covid-19 a constaté une accélération de la circulation virale en métropole couplée à un relâchement dans le respect des gestes barrières sur l'ensemble du territoire national; qu'il indique que le port du masque en dehors du domicile est indispensable aussi bien dans les lieux clos que les lieux ouverts à forte fréquentation comme les marchés pour les personnes de plus de 65 ans ou présentant des facteurs de risque afin d'éviter la contamination notamment par des porteurs asymptomatiques; que cette appréciation, qui conforte l'efficacité du port du masque y compris dans les lieux ouverts, est relayée au plan local par l'agence régionale de santé;

Considérant la nette accélération de la circulation virale constatée dans le département de La Réunion avec l'identification du premier foyer épidémique le 11 août 2020 et l'apparition, depuis lors, de 22 nouveaux foyers épidémiques portant à 2 510, au 10 septembre, le nombre de cas enregistrés depuis le 11 mars ; que le taux d'incidence a dépassé le seuil d'alerte de 50 pour 100 000 habitants dans le département, passant de 54,1 pour 100 000 habitants en semaine 35 à 76 pour 100 000 habitants en semaine 36 ; que le taux de positivité est également en constante augmentation dans le département, passant de 2,8 % en semaine 35 à 4,1 % en semaine 36 ;

Considérant qu'au vu de ces données le département de la Réunion a été placé en zone de circulation active du virus et conformément à l'article 50 du décret du 10 juillet 2020 susvisé, le préfet de département peut, dans les zones de circulation active du virus, prendre des mesures permettant de faire face à une reprise de la circulation du virus et dans ce cadre interdire ou restreindre toute activité dans les établissements recevant du public ou dans les lieux publics participant particulièrement à la propagation du virus ;

Considérant, la forte fréquentation aux abords des crèches et des établissements scolaires et d'enseignement supérieur;

Considérant que le mode de consommation alimentaire à La Réunion, notamment en fruits et légumes, est très dépendant des marchés forains et n'est satisfait par la grande distribution qu'à moins de 50 %; que cette organisation a pour conséquence un afflux important de population dans des espaces contraints, sur l'ensemble des marchés de l'île, ne permettant pas de garantir le respect des règles de distanciation sociale;

Considérant que les zones désignées à l'annexe I du présent arrêté sont des lieux touristiques ou commerciaux à forte fréquentation dont la configuration géographique ne permet pas de garantir le respect des règles sanitaires de distanciation sociale ;

Considérant que le risque de transmission du COVID-19 lors de la pratique de sports collectifs et de combat est lié aux contacts physiques et à la proximité des sportifs entre-eux; que dès lors la capacité à faire appliquer les dispositions sanitaires et respecter les distanciations sociales ne peut être assurée dans la pratique de tels sports en entraînement, en loisir et en compétition;

Considérant que les regroupements festifs sont fortement générateurs de brassage de population et de ce fait sont de nature à accélérer la propagation de l'épidémie; compte tenu des éléments précités qu'il y a lieu d'interdire la pratique de toute activité dansante ne respectant pas la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes définies au niveau national, conformément à l'article 1, alinéa I, du décret du 10 juillet 2020;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou favoriser les risques de contagion ou de circulation du virus sur l'ensemble des lieux publics et des établissements recevant du public du département, qu'il soit couvert ou non;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé des populations ;

Sur proposition de la directrice du cabinet du préfet de La Réunion;

## ARRÊTE:

Article 1<sup>er</sup>: À compter du 12 septembre et jusqu'au 30 septembre 2020, toute personne âgée de onze ans ou plus doit porter un masque de protection dans les marchés forains de plein air, dans les véhicules ou dans les espaces accessibles au public et affectés au transport public ou privé collectif de voyageurs notamment au transport scolaire, aux abords des accès des établissements scolaires, d'enseignement supérieur et des crèches dans l'ensemble des communes de l'île, ainsi que dans les zones reconnues pour leur forte fréquentation, listées à l'annexe I.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas :

- Aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus;
- Aux personnes pratiquant une activité sportive de plein air ;
- Aux usagers des deux roues.

Article 3: À compter du 12 septembre et jusqu'au 30 septembre 2020, les rassemblements de plus de 10 personnes sont interdits sur les plages, dans les espaces verts, les aires de loisirs, les parcs, les jardins, les aires de pique-nique aménagées et tout autres sites utilisés à cet usage.

Article 4 : À compter du 12 septembre et jusqu'au 30 septembre 2020, la pratique d'activités physiques ou sportives de sports collectifs et de sports de combat dans le cadre des établissements d'activités physiques ou sportives mentionnés aux articles L. 322-1 et L. 322-2 du code du sport ainsi que dans les écoles, les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur est interdite ; cette interdiction concerne toutes les formes de pratique : l'animation, les entraînements, les compétitions, les rencontres et toutes autres formes de manifestations.

Article 5: L'accueil des personnes dans les établissements recevant du public de type L (salles d'auditions, de conférences, de projection, de réunions, de spectacles ou à usage multiple), CTS (chapiteaux, tentes et structures), N (salles à usage multiple des restaurants et débits de boissons lorsqu'elles sont louées en dehors de l'activité classique), O (salles à usage multiple des hôtels lorsqu'elles sont louées en dehors de l'activité classique) et P (salles de jeux), doit être organisé pour permettre le respect strict des gestes dits « barrières », conformément aux prescriptions des articles 40 et 45 du décret n°2020-860 modifié du 10 juillet 2020 susvisé.

Les gérants des établissements recevant du public doivent donc veiller strictement aux conditions suivantes :

- Les personnes accueillies disposent d'une place assise ;
- Une distance minimale d'un siège ou d'un mêtre est garantie entre chaque personne ou groupe de personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble dans la limite de dix personnes, sauf s'il existe une paroi fixe ou amovible qui assure une séparation physique;
- Limiter l'accès à l'établissement à hauteur de la moitié de la capacité d'accueil habituellement autorisée pour permettre la mise en œuvre des gestes barrières (hygiène et distanciation physique);
- Le port du masque de protection est obligatoire pour le personnel de l'établissement ainsi que pour les clients âgés de onze ans et plus lorsqu'ils se déplacent au sein de l'établissement.

Article 6: La pratique de toute activité de danse est interdite dans les établissements recevant du public de type L (salles d'auditions, de conférences, de projection, de réunions, de spectacles ou à usage multiple), CTS (chapiteaux, tentes et structures), P (salles de jeux) et N (restaurants et débits de boissons), à l'exclusion des établissements d'enseignement artistique spécialisé et notamment des écoles de danse.

Article 7: Conformément aux dispositions de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 8: L'arrêté n° 2020-2704/CAB/BPA est abrogé à compter du 12 septembre 2020.

<u>Article 9</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de La Réunion, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens », accessible à partir du site internet <u>www.telerecours.fr</u>.

Article 10: Le secrétaire général, la directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental de la sécurité publique de La Réunion, le général commandant la gendarmerie de La Réunion, les maires des communes du département de La Réunion, la rectrice de l'académie de La Réunion et la directrice générale de l'agence régionale de la santé de l'océan Indien, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion.

Le Préfet,

Jacques BILLANT

	Zones désignées reconnues à forte affluence de public Port du masque obligatoire
Ensemble du département	– Les marchés forains en plein air.
Ensemble du département	<ul> <li>Les véhicules ou les espaces accessibles au public et affectés au transport public de voyageurs notamment au transport scolaire</li> </ul>
Ensemble du département	<ul> <li>Les abords des établissements scolaires de tous niveaux.</li> <li>Les abords des établissements d'enseignement supérieur</li> <li>Les abords des crèches</li> </ul>
	De l'horaire d'ouverture jusqu'à l'horaire de fermeture de ces établissements
Ensemble du département	- Les abords des lieux de culte
	De la demi-heure qui précède l'horaire de début jusqu'à la demi- heure qui suit l'horaire de fin des célébrations
Ensemble du département	- Les plages, espaces verts, aires de loisir, parcs, jardins, aires de pique-nique aménagées et tout autre site utilisé à cet usage.
Saint-Denis	Saint-Denis – centre-ville : périmètre circonscrit par : - le boulevard Vauban (section Rue Maréchal Leclerc) au boulevard Sud
	- le boulevard Sud à la rue Gasparin
	- la rue Gasparin à la Préfecture Barachois - la Préfecture Barachois au Pont du Butor
	- Le quartier Bas de la Rivière : périmètre circonscrit par la rue Lucien Gasparin, la Rue des Moulins, La rue de la Boulangerie, Ruelle des Tortues, quai E, rue de la Digue, la Nationale 6, Rue Gilbert des Molières
	<ul> <li>Le quartier de Petite Ile: périmètre circonscrit par le quai ouest- rue de l'abattoir, N1, N6 jusque l'intersection de la rue de la digue</li> <li>L'ensemble des quartiers du Butor / Sainte Clotilde / Le Chaudron / Commune Prima : le périmètre circonscrit par la N2, la Rivière des pluies, la N6 et la Rue du Butor</li> </ul>
	Axe TCSP: -Du rond-point de la Cinor - boulevard Sud jusqu'au pont du Butor
	Gare routière
	(asserting the lower many as
	Les quartiers :
	- La Trinité / Château Morange - La Source / Ruisseau des Noirs

	- Les Camélias,
	- Les Olympiades / Georges Brassens
Cainta Maria	- Mairie -Pierre et Sable - Bancouliers
Sainte-Marie	- Rue de la République et Rue de la montée des Veuves, dans le
	centre-ville.
	- Rue Fleur de Jade, quartier de Beauséjour.
	- Rue Roger Payet, partie comprise entre le giratoire de l'église de Rivière des pluies et le giratoire des danseuses.
	La Rivière des pluies
	- Angle Rue Langlard / Rue Roger Payet
	- Rue Roger Payet
	- Site de la Vierge Noire
Sainte-Suzanne	<u>Sainte-Suzanne – centre-ville</u> : périmètre circonscrit par :
	- Sentier littoral Nord
	- Rive de la rivière du Bocage et chemin Marancourt
	- Chemin des Trois Frères et Chemin des Benjoins
	- RN2
Bras-Panon	<u>Bras-Panon – centre -ville</u> : périmètre circonscrit par :
	- Rue Leconte de Lisle
	- Rue des Limites
	- Place du Champ de foire (y compris marché bio)
	- Rue de la gendarmerie (y compris places de la mairie, de l'église et Michel Debré
	Michel Debre
Saint-Pierre	<u>Saint-Pierre – centre-ville</u> : périmètre circonscrit par :
	- Rue Suffren
	- Rue Marius et Ary Leblond
	- Rue Auguste Babet
	- Boulevard Hubert Delisle
Saint-Joseph	Saint-Joseph- centre ville : périmètre circonscrit par la rue Leconte
	Delisle, la rue du général de Gaulle, la rue Paul Demange, rue Auguste
	Brunet, rue Mère Thérésa et la N2
Saint-Louis	<u>Saint-Louis – centre- ville</u> :
	-Rue Lambert (jusqu'au rond-point Mahatma Gandhi)
	-Rue Sarda Garriga
	-Rue Saint-Louis
	-Rue Saint-Philippe-Avenue du docteur Raymond Vergès (portion
	comprise entre la rue de la Poudrière et la rue François de Mahy)
	-Rue Saint-Denis
	<u>La Rivière Saint-Louis – centre- ville :</u>
	-RN5 (portion comprise entre l'intersection de la rue des Gris et celle
	de la pente des Vacoas)
	-Rue Georges Paulin
	-Rue pente des Vacoas
	-Rue du Père Laporte (portion comprise en l'intersection de la pente

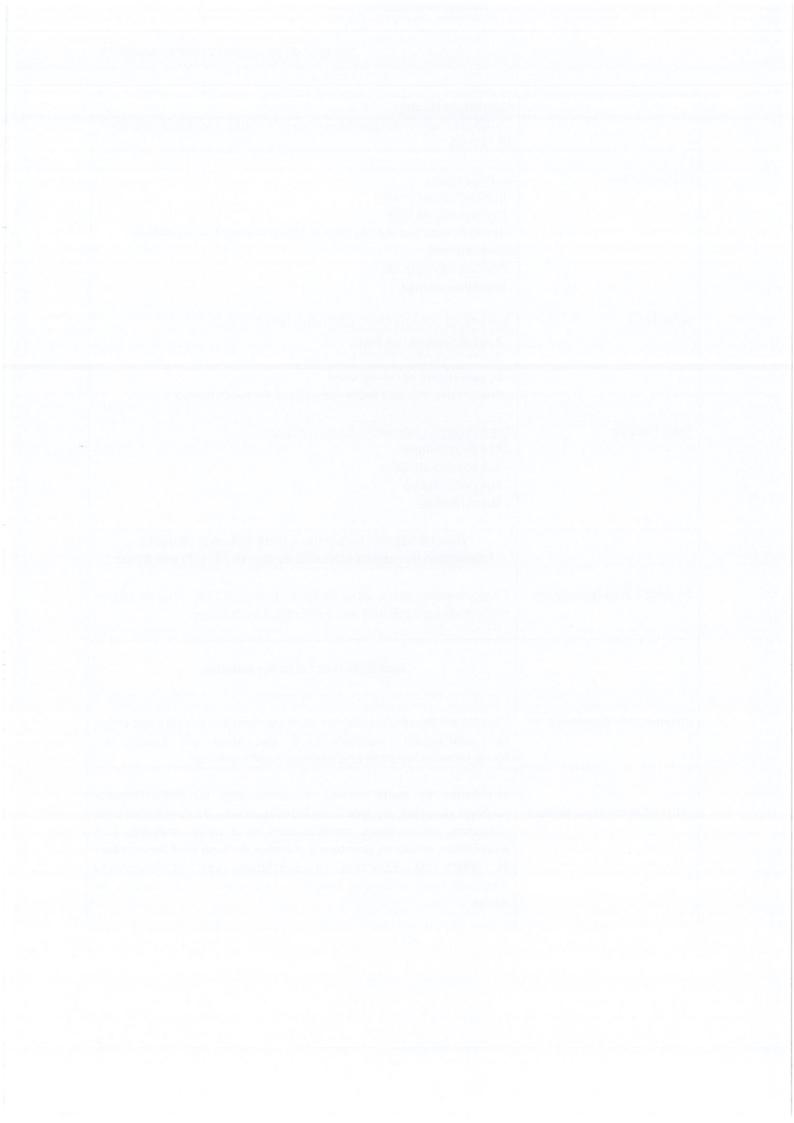
	des Vacoas et l'Eglise de la Rivière)
	-Rue du Préau
Etang-Salé	<u>Etang-Salé Les Hauts</u> : périmètre circonscrit par:
	-Rue Aurélien Zibel
	-Avenue Raymond Barre
	-Rue du cimetière et rue Casier
	-Allée de Montaignac
	<u>Etang-Salé Les Bains</u> : périmètre circonscrit par:
	-Avenue de Bretagne
	-Rue Octave Benard
	- Rue Maire dit Hoarau
	- Front de mer
Les Avirons	<u>Les Avirons</u> : périmètre circonscrit par :
	* Au sud
	– Partie haute rue du stade jusqu'à l'intersection avec la rue de la
	Cheminée
	– Intersection rue de la Cheminée à l'intersection rue du Général de
	Gaulle (RD11)
	<ul> <li>Intersection rue du Général de Gaukke (RD11) jusqu'à rue Henri</li> <li>Fort</li> </ul>
	*A l'est
	<ul> <li>Partie basse rue Henri Fort jusqu'à l'intersection chemin n°1</li> </ul>
	– N°1 partie comprise entre rue Henri Fort et Pierre Cadet
	– Partie basse rue Pierre Cadet jusqu'à l'interection rue de l'Église
	(RD16) et jusqu'à l'intersection rue Roger Mondon (RD16)
	* Au nord
	<ul> <li>Rue Roger Mondon (RD16) jusqu'à l'intersection chemin Kerbel (RD16 bis°</li> </ul>
	* A l'ouest
	<ul> <li>Chemin Kerbel (RD16 bis) jusqu'à l'intersection avenue du Général</li> </ul>
	de Gaulle (RD11)
	– Avenue du Général du Gaulle (RD11) partie comprise entre le pont
	de la ravine Ruisseau jusqu'à l'intersection rue du Stade
Salazie	<ul> <li>Centre-ville d'Hell-Bourg (placette artisanale d'Hell-Bourg, rue du Général de Gaulle).</li> </ul>
Cilaos	<u>Cilaos – centre-ville : circonscrit par :</u>
Cilaos	- Rue des Ecoles
	- Rue Victorine Séry et rue Saint-Louis
	- Rue Alsace Corre
	– Rue du père Boiteau

	<u>Cilaos – Site de la Mare à Joncs :</u> circonscrit par :
	– Rue de la Mare à Joncs
	– Chemin des Saules
	– Rue de la Mare à Loncs
	STAND IMPROPRIED AND A STANDARD A STANDARD AND A STANDARD AND A STANDARD AND A STANDARD A STANDA
Petite-Île	<u>Petite-Ile – centre-ville</u> : périmètre circonscrit par :
	– Rue Mahé de la Bourdonnais
	- Rue Suacot
	– Rue du Stade
	– Rue du Casino (partie basse)
	Petite -Ile – autres sites
	– Le site du Domaine du Relais.
	– Site de Grand'Anse ;
	– Parc François Mitterrand
(zmartištinis), mš specjajs i skimir	
Saint-Paul	<u>Saint Paul – centre -ville</u> : périmètre circonscrit par :
	- Boulevard Jacob de la Haye
	- Rue de la Croix
	- Rue Chaussée Royale
	- La grotte du peuplement
	- Le front de mer (dans son intégralité)
	Etang-Saint-Paul:
	-Rue de la Croix
	Quartiers de Mafate :
	-Marla
	-llets des Orangers
	- Roche Plate
	-llet des Lataniers
	<u>Saint-Gilles-centre ville</u> : périmètre circonscrit par :
	- Rue de la plage
	- Rue du Général de Gaulle
	- Rue des brisants
	- Front de mer
	<u>Saint-Gilles – Boucan Canot</u> : périmètre circonscrit par :
	-Esplanade Boucan Canot
	-Rue du Boucan Canot (jusqu'à rue des Sables)
	-Front de mer
	Saint-Gilles Les Hauts :
	-Chemin Tamatave
	Plateau Cailleu
	<u>Plateau Caillou :</u> - Traversée principale (avenue Paul Julius Bénard),
	- Traversee principale (avenue Paul Julius Benard), - Place du marché forain jusqu'au Parc-en-ciel,
	- Place du Marche Torain Jusqu'au Parc-en-ciel, -Traversée du Bourg du Guillaume,
	- maversee du bourg du Guinaume,

	-Traversée du Bourg de Saint-Gilles-les-Hauts,
	-Traversée du Bourg de Bois-de-Nèfles,
	<u>La Saline Les Hauts</u> :
	- Rue Jean Albany,
	- Rue de La Poste et Place du marché forain,
	- Rue Prisami (pôle d'échange La Saline),
	- Parking du lycée de Vue-Belle.
Baratan Sensi and and	-Chemin l'Evêque
Le Port	Le Port : périmètre circonscrit par la pointe des Galets, la voie de
	liaison portuaire, la rue Roland Hoarau, la N4A, la N7, le boulevard de
	la Marine, le Front de Mer (dans son intégralité).
Saint-André	<u>Saint-André – centre-ville</u> : périmètre circonscrit par :
	-N2
	-Chemin canal Moreau
	-Avenue de Bourbon
	-Avenue Ile de France
	Saint-André – zones commerciales
	-Zone commerciale Cocoteraie
	-Zone commerciale Andropolis
	Saint-André – Cambuston
	-Place de l'Église
	-Avenue des Mascareignes
	Rue de Cambuston
	Saint-André – autres quartiers
	-Parc du Colosse
	-Chemin Lafaguyes (partie haute)
	-Chemin Maunier (partie haute)
Saint-Benoît	Saint-Benoît: périmètre circonscrit par le Front de mer, le chemin Neuf, la N3, l'arrière du GHER, la D54 et la N2;
	Wedl, la No, Farriere da Grien, la Double la NZ,
	Saint-Anne : centre ville : périmètre circonscrit par :
	-Rue Roger Dijoux
	-Rond-point de la gendarmerie – RN2
	-Ravine du petit saint-pierre
	-Chemin Morange
	Pont suspendu de la Rivière de l'Est (côté Saint-Benoît)
	Sainte-Rose_
Sainte-Rose	-La marine
	Sainte-Rose – Autres sites
	Site de l'Anse des Cascades
	Pont suspendu de la Rivière de l'Est (côté Sainte-Rose)

	Piton Sainte-Rose
	- Site de Notre-Dame des Laves (abords)
	<u>La Plaine des palmistes</u> – centre-ville :
Plaine des palmistes	- Mairie
, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	-Marché forain
Trois-Bassins	-Rue du Général de Gaulle
	-Rue François de Mahy
	-Le parvis bas du pôle culturel et sportif l'Alambic
Le Tampon	Le Tampon- centre-ville:
	-Parc Jean de Cambiaire
	-Rue Hubert Delisle (portion comprise entre la rue Benjamin Hoarau et la Rivière d'Abord)
	Secteur de Dassy
	Parc des Palmiers
	Secteur de Trois Mares:
	Rue Charles Beaudelaire (portion comprise entre la rue du docteur
	Charrières et le chemin Mazeau)
	Secteur du Quatorzième kilomètre :
	Autour du Rond point de l'école du 14 ième (portion comprise entre
	le chemin Neuf et la rue du docteur Charrières)
	Secteur du Vingt-troisième kilomètre :
	Carrefour RD 70 (Bois Court) et de la RN3 (portion comprise entre le chemin Canal et le chemin Raphaël Douyères)
Saint-Leu	<u>Saint-Leu – centre-ville</u> : périmètre circonscrit par
	-Rue du Général Lambert
	-Rue du Lagon
	-Front de mer (longeant la rue du Lagon, le boulevard de l'Océan et la
	rue de la Compagnie des Indes
	-Rue de la Compagnie des Indes
	Centre de Piton Saint-Leu :
	-Rue Adrien Lagourgue (dans sa partie située dans l'agglomération de
	Piton Saint-Leu)
	Centre du Plate :
	- RD3 route Hubert de Lisle (de son intersection avec le Chemin
	Galabert à son intersection avec le chemin de la Découverte)
	Centre de la Chaloupe :
	-RD3 rue Alexandre Bègue: de son intersection avec le chemin Mutel à son intersection avec le chemin Père Payet

	Quartier de l'Etang : - RD13 dit chemin de ligne (dans sa partie située dans l'agglomération de l'Etang)
La Possession	La Possession: -Rue Emmanuel Texer -Rue Leconte de Lisle -Rue Mahatma Gandhi (du pont Ravine à Marquet au rond-point Saint-Laurent) -Rue Salvador Allende -Rue Sarda Garriga
Entre-Deux	Entre-Deux – centre ville : périmètre circonscrit par :  - Rue Fontaine et rue Payet  - Rue Victor Natvel et rue Jean Lauret  - Rue de l'Église et rue de Vitry  - Rue Césaire, rue de l'Arboretum et rue Fortune Hoarau
Saint-Philippe	Saint-Philippe: périmètre circonscrit par: - Rue de la Pompe - Rue Leconte de Liste - Rue de la Marine - Rue du Collège
	Zones désignées reconnues à forte affluence de public Interdiction des rassemblements de plus de dix (10) personnes
Ensemble du département	Plages, espaces verts, aires de loisir, parcs, jardins, aires de pique- nique aménagées et tout autre site utilisé à cet usage.
	Interdiction de certaines activités
Ensemble du département	Interdiction des sports collectifs et de combat dans le cadre des clubs, des associations sportives ainsi que dans les écoles, les établissements scolaires et d'enseignement supérieur.
Ensemble du département	Interdiction de toute activité de danse dans les établissements recevant du public de type L (salles d'auditions, de conférences, de projection, de réunions, de spectacles ou à usage multiple), CTS (chapiteaux, tentes et structures), P (salles de jeux) et N (restaurants et débits de boissons), à l'exclusion des établissements d'enseignement artistique spécialisé et notamment des écoles de danse.





# ENGAGEMENT A RESPECTER LES MESURES SANITAIRES PRISES POUR LIMITER LA PROPAGATION DU VIRUS COVID-19 LORS DE L'ORGANISATION D'UN EVENEMENT A CARACTERE FESTIF AU SEIN D'UN ETABLISSEMENT AUTORISE A RECEVOIR DU PUBLIC DANS LE DEPARTEMENT DE LA REUNION

#### Références:

- Loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

- Décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé;

- Décret n°2020-1115, du 5 septembre 2020, modifiant l'annexe 2 du décret susvisé, classant le département de La Réunion parmi les zones de circulation active du virus Covid-19, figurant aux 1° et 2° du l de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 ;

- Arrêté préfectoral n°2020-2869 du 10 septembre 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour limiter la circulation du virus Covid-19 dans le département de La Réunion.

## **MESURES SANITAIRES**

Compte-tenu du classement du département de La Réunion en zone de circulation active du virus Covid-19 et des mesures prises par le préfet de La Réunion pour limiter la propagation de l'épidémie, <u>l'accueil du public est limité dans les établissements</u> relevant des types d'établissements définis par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation et qui ne sont pas fermés, pour assurer la mise en œuvre des mesures "barrières".

La capacité d'accueil du public au sein de l'ERP est fixée à la moitié (50 %), de la capacité d'accueil habituellement autorisée.

Pour rappel, les mesures d'hygiène et de distanciation physique sont :

- Se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon ou par une friction hydro-alcoolique ;
- Se couvrir systématiquement le nez et la bouche en toussant ou éternuant dans son coude ;
- Se moucher dans un mouchoir à usage unique à éliminer immédiatement dans une poubelle ;
- Eviter de se toucher le visage, en particulier le nez, la bouche et les yeux ;
- Respecter une distance d'au moins un mètre entre deux personnes ;
- Porter un masque de protection dès lors que les règles de distanciation physique ne peuvent être garanties ou lorsque le port de ce masque de protection est rendu obligatoire par décision de l'autorité administrative compétente.

### Cette limitation s'applique aux :

- Établissements de type L : Salles d'auditions, de conférences, de projection, de réunions, de spectacles ou à usage multiple telles que les salles de fêtes et les salles polyvalentes ;
- Établissements de type CTS : Chapiteaux, tentes et structures ;
- Établissements de type P : Salles de jeux ;
- Établissements de type N : Salles à usage multiple des restaurants et débits de boissons ;
- Établissements de type O : Salles à usage multiple des hôtels.

# Pour ces établissements :

Le:

Signature : L'organisateur de l'évènement :

- Les personnes accueillies ont une place assise ;
- Une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne ou chaque groupe de moins de dix personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble ;
- L'accès aux espaces permettant des regroupements est interdit, sauf si ces espaces sont aménagés de manière à garantir le respect des gestes barrières (hygiène et distanciation physique);
- La danse est interdite dans ces établissements, à l'exception des établissements d'enseignement artistique spécialisé et notamment des écoles de danse.

## **ENGAGEMENT**

Le présent engagement intervient entre l'organisateur d'un évènement rassemblant du public au seir d'un ERP et le responsable de l'ERP.
Le responsable de l'établissement, autorisé à accueillir du public (identité du responsable) :
Type d'établissement
Adresse,
Capacité d'accueil du public habituellement autorisée au sein de l'ERP :
Dont jauge autorisée à 50 % =
dont protocole sanitaire joint.
<u>Le responsable de l'ERP</u> :
L'organisateur de l'évènement : Je soussigné (e)
dans le cadre de la location de la salle pour (nature de l'évènement) :
Date :
Reconnaît avoir pris connaissance des conditions d'utilisation particulières des lieux dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19 (respect des gestes barrières) et limitation de la capacité d'accueil à 50 % de la jauge habituellement autorisée, pour permettre le respect des mesures sanitaires et m'engage à respecter ces mesures dans le cadre de l'utilisation du site à l'occasion de l'évènement ci-dessus indiqué.
Fait à (lieu :